

CE QUE L'ANCIEN MINISTRE HAMID TEMMAR RECOMMANDE :

«Reprendre tout ce qui a été fait depuis 2000»

Estimant que les mesures de réduction des dépenses publiques et la limitation des importations risquent d'être inopérantes, dans le contexte de second choc externe, l'ancien ministre de l'Industrie, Hamid Temmar recommande de «repandre tout ce qui a été fait depuis 2000».

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - L'Algérie traverse «une situation difficile, très difficile», affirme l'universitaire et ancien ministre de l'Industrie, Hamid Temmar.

Mercredi dernier, en marge d'une conférence qu'il a animée au siège de l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), Hamid Temmar a estimé que le pays subit un second choc externe, après celui de 1986. Certes, «la situation a été toujours difficile», concédera-t-il. Mais, «nous n'avons pas tiré les leçons de notre propre histoire. Je ne sais pas pourquoi», dira celui qui a exercé plusieurs fonctions ministérielles, notamment celles de ministre de l'Industrie, ministre des Participations ou ministre de la Prospective, durant la première décennie de la décennie 2000.

Certes, Hamid Temmar considère que la situation que vit l'Algérie est également vécue par tous les pays pétroliers, à des degrés divers. Toutefois, l'ancien conseiller économique du président de la République «regrette» le fait que «nous aurions pu peut-être amortir mieux cette situation, en prenant un certain nombre de mesures il y a dix ans.

Pas maintenant». Pourtant, l'invité de l'INESG argue qu'il «reste maintenant une fenêtre d'opportunités de deux ans et demi à trois ans, grâce à nos réserves de change». Mais «que faut-il faire» de cette marge de manœuvre ? s'interroge l'ancien ministre du Commerce.

Selon Hamid Temmar, qui avait présenté lors de sa conférence une analyse critique de l'économie algérienne, une économie «toujours dans la trappe de la transition», caractérisée notablement par «une très faible productivité et une compétitivité extrêmement fragile», une spécialisation pétrolière» singulière et une «arriération» sur la plan de l'organisation et du management, il s'agit de «changer complètement le corps (le fonctionnement) économique».

Ce qui nécessite d'avoir le temps nécessaire. Or, l'Algérie n'a pas suffisamment de temps pour opérer cette reconfiguration, observe l'ancien ministre. Il estimera ainsi que les mesures prises par l'exécutif pour gérer ce second choc pétrolier, essentiellement la réduction des dépenses publiques et la limitation des importations, ne sont pas suffisantes, voire «difficiles à mettre en



Temmar conseille de saisir la «fenêtre d'opportunités».

œuvre» et donc inopérantes. Selon l'ancien ministre, la réduction des dépenses de fonctionnement risque d'être difficilement acceptable sur le plan social et celle des dépenses d'équipement et d'investissement aurait un impact négatif pour la croissance.

Quant à la limitation des importations, celles-ci couvrant selon lui 70% de la demande domestique, Hamid Temmar estime qu'elle peut être opérée de manière rationalisée en s'orientant vers les besoins utiles tout en craignant «un départ immédiat de l'inflation» et, donc, «un pouvoir d'achat qui va baisser».

Par conséquent, il estime possible de «repandre tout ce qui a été fait depuis 2000, le réétudier dans le

fond, écarter les mesures qui ont un effet de ralentissement et, au contraire, mettre d'autres mesures ou renforcer les mesures prises, en vue de consolider la croissance». De fait, Hamid Temmar invitera tacitement à poursuivre la mise en œuvre de la stratégie économique impulsée entre 2000 et 2009, une stratégie qu'il aura qualifiée lors de sa conférence de «puissante» et «effective» même si certains en doutaient, estimera-t-il.

Une stratégie, explicitait-il, qui revêtait plusieurs dimensions s'agissant notamment de la transformation du système économique (libéralisation bancaire et amélioration de l'offre foncière...), le redéploiement de la fonction de production (privatisation, mise à niveau, promotion de l'inves-

tissement, relance du secteur public marchand...) et la mise en place de politiques d'appui (infrastructures, efficacité de la ressource humaine) et qui ont été déclinées sous forme de réformes et politiques sectorielles (industrielle, bancaire, de mise à niveau...

Ainsi, Hamid Temmar assurera que plusieurs actions de cette stratégie, plusieurs réformes ont été lancées et certaines se poursuivent et «qui sont en marche, avancent», dira-t-il, tandis que d'autres ont été «ralenties» en raison de plusieurs contraintes, avant la rupture opérée en 2009. A ce propos, l'ancien ministre de la Promotion des investissements indiquera que l'imposition de la règle 49/51 régissant l'investissement étranger était inutile dans la mesure où le dispositif réglementaire déjà en vigueur contenant suffisamment de mécanismes de sauvegarde.

Et cela même si Hamid Temmar estimera que la législation régissant l'investissement doit être changée dans la mesure où l'investissement direct étranger est nécessaire et conditionne tout processus de développement et d'industrialisation.

Cela étant, pour l'ancien ministre, «la fenêtre d'opportunités peut être saisie» pour réimpulser la stratégie impulsée, opérer des choix et/ou y apporter des correctifs et agir en vue de «relancer la production».

C. B.

PARTIE EST DE L'AUTOROUTE EST-OUEST

Ouali écarte toute résiliation du contrat avec Cojaal

Pas de résiliation en vue du contrat de Cojaal pour la réalisation de la partie est de l'autoroute Est-Ouest et ce, a contrario de ce qu'a annoncé l'ancien ministre des Travaux publics, Abdelkader Kadi.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est ce que son successeur a laissé entendre, en soutenant ce jeudi que «les négociations entre les deux parties se poursuivaient pour trouver un compromis».

Interpellé à ce sujet en marge d'une séance de questions orales au Sénat, Abdelkader Ouali a soutenu que «les négociations se pour-

suivent entre l'ANA et Cojaal», précisant que des «problèmes peuvent émailler n'importe quel contrat et non pas seulement celui qui nous lie à Cojaal. Les deux parties discutent. S'il y a un accord, nous l'encouragerons et nous le soutiendrons, dans le cas contraire, nous recourrons à d'autres voies».

Sur un autre plan, le ministre des Travaux publics a rassuré quant aux retombées de la crise financière induite par la baisse des cours du pétrole sur les projets du secteur. «Tous les projets retenus seront réalisés, mais selon des priorités en fonction de leur importance socio-économique.»

Un sens des priorités dont celui lié au «désenclavement des régions». Le ministre

des Travaux publics a, par ailleurs, fait part d'une prochaine révision des cahiers des charges relatifs à la réalisation des infrastructures routières. Ce qui permettra, expliquera Ouali, d'introduire de nouveaux mécanismes plus «rigoureux» à même de permettre de faire face aux «imprévus» intervenant en cours de réalisation et garantir un lancement efficace des projets et le respect des délais impartis. Ce qui suppose, ajoutera-t-il, «l'approfondissement et l'actualisation des études, le diagnostic des difficultés pouvant surgir sur le terrain», en sus de l'obligation «d'assurer les moyens humains nécessaires de réalisation et de financer les chantiers avant leur lancement».

M. K.

TEBBOUNE AUX SOUSCRIPTEURS DES LOGEMENTS**PUBLICS PROMOTIONNELS :**

«Pas de social»

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville est formel : les souscripteurs du programme LPP (logement promotionnel public) s'acquitteront bel et bien des 100 millions de centimes au titre de la deuxième tranche.

«C'est une opération commerciale qui cible la classe supérieure moyenne. L'Etat ne peut pas faire de social avec cette catégorie» a, en effet, soutenu Abdelmadjid Tebboune.

S'exprimant, jeudi dernier, en marge d'une séance de questions orales au Conseil de la nation, il a tenu à rappeler «n'avoir jamais

parlé de 500 000 DA» comme montant des tranches à payer pour l'acquisition d'un LPP», estimant que le gouvernement a «bel et bien respecté ses engagements».

Montant que l'Entreprise nationale de la promotion immobilière (ENPI) a fixé à 1 million de dinars, avec une exception concédée aux 4 000 souscripteurs AADL 1 et 2



Tebboune est catégorique.

transférés audit programme LPP sur décision du ministère de l'Habitat alors que les autres souscripteurs étaient informés dès le début du volet commercial de cette formule.

Ces transférés «paieront 500 000 DA, puisque ils n'ont pas choisi cette formule de leur propre gré», arguera-t-il, mettant cette polémique et la protestation en vue des nombreux souscripteurs indignés par ce montant annoncé, mercredi dernier, par le directeur général de l'ENPI, sur le compte de «lobbys que ces programmes dérangent».

M. K.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Pour Hadjar, le plagiat est «minime» en Algérie

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique minimise l'ampleur du plagiat dans le domaine de la recherche scientifique dans le pays.

Tahar Hadjar, qui répliquait, jeudi dernier, à un sénateur qui l'interpellait sur ce fléau, a recouru à la loi de la relativité pour appuyer son constat. «Le plagiat dans la recherche scientifique demeure minime dans les universités algériennes par rapport à d'autres pays», a-t-il, en effet, affirmé. Cela dit, au niveau du ministère, on ne reste pas les bras croisés puisque, ajoutera-t-il, le ministère déploie «d'intenses efforts en vue de lutter contre ce phénomène qui demeure minime dans notre pays par rapport à d'autres pays, et ce, au niveau des différentes structures dont les conseils scientifiques, outre la prise de mesures répressives et d'autres préventives».

Des mesures dont, citera Hadjar, «l'obligation pour les chercheurs de déposer leurs recherches avant et après la soutenance, outre la création d'un portail électronique consacré à la publication et la diffusion des recherches scientifiques pour leur assurer un lectorat plus large et limiter les tentatives de plagiat».

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique fera également part, au niveau mondial, de la mise sur pied d'un programme informatique qui a été développé à même de détecter les cas de plagiat scientifique dans les recherches rédigées en latin et pas celles en arabe.

M. K.